

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes in Africa



MEDIA MONITORING

19 May 2015

D.R. CONGO

RDC: l'opposition rejette le dialogue politique proposé par Kabil

Source: Agence Belga

18 Mai 2015 - Une plate-forme de l'opposition congolaise a rejeté lundi le "dialogue politique" proposé par le président de la République démocratique du Congo, Joseph Kabil, y voyant une manœuvre pour permettre au chef de l'Etat de se maintenir au pouvoir au-delà du terme de son mandat.

"L'opposition politique congolaise ne trouve pas d'opportunité [à] un dialogue qui risque de nous entraîner dans un chemin de transition" et de déboucher vers un "glissement du calendrier électoral en violation de la Constitution", ont fait savoir dans une déclaration publique quelques dizaines d'opposants de divers partis, réunis à Kinshasa. La déclaration a été lue notamment au nom de dirigeants du Mouvement de libération du Congo (MLC) et de l'Union pour la Nation congolaise (UNC), deux des trois principales formations de l'opposition représentées à l'Assemblée nationale. Selon une source officielle et des représentants de l'opposition, un émissaire de M. Kabil a rencontré à plusieurs reprises début mai des dirigeants des principaux partis d'opposition pour leur faire part de la volonté du chef de l'État d'ouvrir avec eux un "dialogue politique" dont aucune des modalités n'a été précisée. Le climat politique en RDC est particulièrement tendu depuis quelques mois à l'approche d'échéances électorales importantes. M. Kabil est au pouvoir depuis 2001 et la Constitution lui interdit de se représenter à la prochaine présidentielle prévue pour novembre 2016.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

RDC : la classe politique étant divisée, le dialogue préconisé par le président Kabila ne pourrait pas se tenir (Analyse)

Source: Xinhua/MCN, via mediacongo.net

Kinshasa, 16 Mai 2015 - Le président de la République Démocratique du Congo (RDC), Joseph Kabila, a accepté d'ouvrir un dialogue politique avec l'opposition alors que les grands partis politiques consultés restent divisés sur l'agenda de ces nouvelles négociations.

En 2013, Joseph Kabila avait convoqué des concertations nationales dans le but de rechercher la cohésion nationale, qui ont abouti, entre autres, à la formation d'un gouvernement d'union nationale, élargi fin 2014 à quelques membres de l'opposition.

"Ces nouvelles négociations ne risquent-elles pas de nous amener vers le même schéma de partage des postes ministériels, alors qu'il y a nécessité de préparer de manière consensuelle des élections libres et transparentes dans un climat apaisé" s'interroge un député national de l'opposition.

Pour l'heure, c'est le calendrier électoral global qui constitue le point de discorde majeur entre la Majorité présidentielle et l'opposition dans son ensemble.

D'où, le président Joseph Kabila a envoyé un émissaire dans les états-majors des principaux partis d'opposition, ainsi qu'auprès d'un Groupe parlementaire des Libéraux démocrates et socialistes, pour discuter de l'organisation d'un éventuel dialogue national.

Après les contacts préliminaires qu'il avait pris le 2 mai 2015 avec le secrétaire général de l'UDPS (Union pour la Démocratie et le Progrès Social), Bruno Mavungu, le président de l'UNC (Union pour la Nation Congolaise), Vital Kamerhe, et la secrétaire générale du MLC (Mouvement de Libération du Congo), Eve Bazaiba, l' administrateur général de l'ANR (Agence Nationale des Renseignements), Kalev Mutond, a reçu cette semaine les mémorandums de ces trois partis de l'Opposition en rapport, disent- ils, avec "la crise politique née à la suite des élections présidentielle et législatives controversées de novembre 2011, dont la résolution devrait passer par un Dialogue national inclusif".

L'un de ces documents, celui de l'UDPS, réitère la demande d'Etienne Tshisekedi publié dans un communiqué, depuis Bruxelles, le 8 mai 2015.

"L'UDPS exhorte le représentant spécial du secrétaire général des Nations Unies en RDC et le Collège des envoyés spéciaux en RDC et dans la région des Grands Lacs, de jouer pleinement leur rôle diplomatique de médiation en prenant, de toute urgence

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

les contacts avec les parties congolaises afin de définir le cadre d' organisation effective du dialogue dans un court délai", souligne le communiqué, qui juge la démarche de Joseph Kabila "de manoeuvres dilatoires visant à contourner les exigences constitutionnelles régissant les échéances électorales et à favoriser un éventuel glissement.."

Certes, la démarche de Joseph Kabila est diversement interprétée par la classe politique.

"Ce dialogue n'a pas véritablement sa raison d'être pour l' instant. Pourquoi faire un dialogue maintenant, parce que nous sortons de concertations nationales. Et tout le monde sait que ces concertations ont abouti à des résolutions, mais qui ne sont encore appliquées jusqu'aujourd'hui", estime José Makila, président du Groupe parlementaire des Libéraux démocrates et socialistes.

M. Makila "est contre le glissement du calendrier politique susceptible de permettre aux députés et au chef de l'Etat actuels de rester au pouvoir au-delà de leurs mandats".

"Nous devons aller aux élections pour sortir les députés provinciaux, les sénateurs et les gouverneurs. Par après on ira tous en 2016 pour élire le président de la République", a-t-il ajouté.

Un son de cloche un peu différent chez Mwenze Kongolo, le président du Parti Patriotique Kabiliste.

"Le dialogue national entre l'opposition et la majorité présidentielle doit aboutir à la tenue d'une table-ronde au format réduit pour ne discuter que du calendrier électoral global", affirme-t-il.

"Si nous allons parler avec le pouvoir, nous devons parler du calendrier. Tel qu'il est, il n'est pas réaliste. Nous avons fait une contre-proposition et c'est cette contre-proposition que nous voulons discuter. Si elle est mauvaise pour la population, on verra ce qu'on pourra faire", précise-t-il. Pour M. Kongolo, la table-ronde ne devrait pas être un lieu de partage du pouvoir entre l'opposition et la majorité et "devrait surtout éviter tout glissement pour le prolongement du mandat de l'actuel chef de l'Etat."

L'UDPS partage la même opinion. "Nous avons dit à M. Kabila que le respect de la Constitution reste de stricte application", indique Bruno Mavungu.

L'UNC de Vital Kamerhe exige la tenue de ce qu'elle appelle " vrai dialogue" et qui serait conforme à l'esprit de la résolution 2098 du Conseil de sécurité des Nations Unies et de l'Accord-Cadre d'Addis-Abeba.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Ce que rejette la majorité présidentielle. Selon le porte-parole de la MP, Sébastien Luzanga Shamandevu, la démarche du chef de l'Etat est encourageante. "Joseph Kabila reste constant dans sa politique de la main tendue", renchérit M. Shamandevu, faisant allusion aux concertations nationales de 2013.

Il y a deux ans, cependant, plusieurs partis politiques de l'opposition, excepté l'UNC et l'UDPS, avaient pris part à ces concertations nationales tenues du 7 septembre au 5 octobre 2013.

Congo President Calls for National Dialogue Ahead of Elections

Source: Bloomberg

18 May 2015 - Congolese President Joseph Kabila called for a "national dialogue" to discuss creating an environment that will enable peaceful elections set to take place through 2016.

The Congolese electoral commission, the government, political parties, civil society groups and donors "all have a role in ensuring the proper execution of our electoral mandate," Communication Minister Lambert Mende said in a statement e-mailed today.

"An active dialogue among these groups has been proposed by our government, and is being pursued at this time," Mende said.

The Independent National Electoral Commission published an electoral calendar in February that reaffirmed the government's commitment to free and fair elections, the ministry said.

UN hails launch of disarmament program in DR Congo

Source: Xinhua

The UN Mission in DR Congo (MONUSCO) has hailed the launch of the third phase of the national Disarmament, Demobilization and Reintegration program (DDR) in the Democratic Republic of Congo (DR Congo).

19 May 2015 - "We welcome the launch of the third phase of the DDR and we congratulate the Congolese government for this initiative. We want to promise them our support to execute the program across the country," the deputy special representative

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

of the UN secretary general in DR Congo David Gressly said in a statement over the weekend.

The third phase of the DDR national program was launched on Saturday in Kitona, a locality within the newly created Kongo central province.

It was launched by DR Congo's national defense minister, with over 2,000 ex-combatants who are awaiting to be reintegrated, taking part in the process.

Another ceremony is scheduled to take place in Katanga province, to include ex-combatants in the province, the statement from the UN mission said.

"The launch of the program is a move in the right direction which will encourage other active combatants to surrender their arms and join the national DDR national program across the country," Gressly said.

The third phase of the national DDR program which is expected to last for four years, is targeting about 12,000 combatants from different armed groups.

Insécurité à Beni: les nouvelles instructions aux Fardc

Source: Agence d'Information d'Afrique central

Par Laurent Essolomwa

18 Mai 2015 - Au regard du changement de stratégie du groupe rebelle ADF/Nalu qui s'en prend désormais directement à la population civile, les Forces armées de la République démocratique du Congo (Fardc) devront agir avec "fermeté" pour mettre fin totalement à ce climat d'insécurité.

Dans un communiqué officiel envoyé à la rédaction, le 17 mai, la primature a tenu à rappeler que la situation à Beni, dans l'est de la RDC, représente " les derniers soubresauts d'une rebellion en cours d'extinction ". Aussi les ordres ont-ils été donnés à l'armée "de pourchasser les criminels de guerre des ADF/Nalu sans relâche et de les éliminer ". Les autorités congolaises durcissent leur position en renforçant les opérations militaires en cours. Mais elles mettent en garde toutes les personnes impliquées dans la recrudescence de cette insécurité dans la région de Beni. Les éventuels soutiens des rebelles auront également à rendre des comptes, peut-on lire sur le document officiel.

Face à la tension sociale, le gouvernement congolais a envoyé un message d'apaisement en direction des populations éprouvées de Beni. "Aucun effort n'est

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

économisé pour ramener la sécurité dans cette partie du territoire national ". Sans détour, la primature a réaffirmé toute sa préoccupation sur le sort des populations de Beni. Et, a indiqué la primature, tout sera fait pour garantir le retour de la paix dans cette région. "Le gouvernement exprime ses condoléances et sa solidarité aux familles des victimes".

L'économie locale à rude épreuve

Il est difficile d'imaginer l'impact du message de réconfort du gouvernement au moment où l'est de la RDC est de nouveau en train de sombrer dans la spirale de violence. Il n'est pas question de transiger sur une question de souveraineté nationale même si le gouvernement s'est dit toujours attaché aux valeurs de fraternité. Mais il se montre également "très déterminé à défendre l'intégrité du territoire ".

La crainte d'une dégradation de la situation à Beni et dans l'est du pays est prise très au sérieux. Après des journées ville morte de ces derniers jours pour des raisons humanitaires, les coordinations des sociétés civiles de Beni ont annoncé le week-end dernier la suspension du paiement des taxes par la population locale jusqu'à la fin de l'insécurité qui destabilise la région. Une mesure grave avec des graves répercussions sur l'économie locale. Pour rappel, le mouvement de journée ville morte a réussi en son temps à paralyser la cité d'Oïcha (chef lieu du territoire de Beni), la ville voisine de Butembo et la localité de Bunyatenge en territoire de Lubero.

Quant à la levée de l'opération ville morte, il s'agit d'une mesure provisoire arrêtée après une concertation et une analyse de la situation en début de week-end dernier. Cette décision vise surtout à permettre aux habitants de Beni de pouvoir se ravitailler en vivres pour venir en aide aux déplacés de guerre qui ont fui les grandes agglomérations.

La population locale est invitée à demeurer vigilante pour dénoncer tout mouvement suspect. Pour maintenir le niveau de vigilance à son niveau le plus élevé, la société civile a lancé l'action « Filimbi » qui consiste à pousser la population locale à s'investir dans la recherche de la paix chaque jour à partir de 12 heures. Les croyants devront également prier pour cette région qui aspire plus que tout au retour d'une paix durable.

RDC/ Massacre de Beni : la société civile appelle au boycott des taxes

Source: Xinhua

17 Mai 2015 - La société civile du territoire de Beni, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), vient de décréter la suspension de paiement des toutes

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

les taxes par la population locale afin d'interpeller le gouvernement centrale à bien sécuriser la ville de Beni et sa population contre les massacres à répétition causés par les rebelles ougandais des ADF, indique une déclaration de la société civile.

Cette énième mesure intervient après quatre jours des journées ville-morte observées par la population du territoire de Beni dont le mot d'ordre a été lancé par la société civile de ce territoire. "La population de cet territoire va suspendre le paiement des taxes parce que nous sommes dans une situation des démunis", indique la société civile dans la déclaration.

"Après concertation et analyse de la situation ce vendredi 15 mai, il a été décidé de suspendre momentanément la série de ville- morte en vue de permettre à la population de se ravitailler en vivres pour venir au secours des déplacés qui ont fui les grandes agglomérations", a poursuit le texte.

Plusieurs personnes ont été tuées à la machette par les présumés rebelles ougandais des ADF dans cette partie de la province du Nord-Kivu. Les autorités militaires rd-congolaises ont promis de mettre fin à ce groupe rebelle.

Présidentielle : Olive LEMBE, candidate de la MP de « Joseph KABILA » en 2016 ?

Source: www.KongoTimes.info

17 Mai 2015 - Le chef de l'Etat congolais Joseph Kabila ayant toujours dit qu'il n'a « pas de dauphin » pour la présidentielle de 2016 en République démocratique du Congo (RDC), cela n'a pas empêché les rumeurs sur l'éventualité d'une candidature de son épouse Olive Lembe Kabila. Interrogée dans un entretien avec la presse le 30 avril 2015 à Lubumbashi (Katanga) sur l'éventualité de sa candidature à la présidentielle de 2016, la Première Dame du Congo-Kinshasa a déclaré que « l'avenir nous le dira ».

« Je suis toujours sportive »

Au-delà des questions sur la deuxième campagne médicale de soins gratuits aux populations défavorisées qu'elle venait d'organiser dans la province cuprifère, Mme Olive Lembe Kabila a répondu aux questions des journalistes.

« Nous qui vous voyons, savons que Maman Olive Lembe est en bonne santé. Nous vous voyons toujours sportive. Pouvez-vous rassurer l'opinion nationale qui se pose beaucoup de questions sur votre état de santé ? », interroge en lingala,

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

une des quatre langues nationales de la RDC, Sylvie Bongo de la chaîne privée Congo Web Télévision (CWT) émettant à partir de Kinshasa.

La Première Dame répond dans la même langue : « Maman Sylvie Bongo, toi-même tu le dis que je suis toujours sportive comme j'ai toujours été. Je pense que si Dieu ne m'avait pas donné une bonne santé, je n'aurais pas pu faire tout le bon travail que je fais ici au Katanga (ndlr : superviser la bonne tenue de la campagne médicale pendant plusieurs jours) ».

« J'en profite pour rassurer tout le monde, tous les Congolais que Papa Joseph Kabila entretient très bien sa femme. Et il (Joseph Kabila) la protège très bien. C'est pourquoi, je me permets de venir vers vous pour travailler et partager les joies et les peines », ajoute-t-elle.

« Quand est-ce qu'il (Joseph Kabila) n'a pas respecté la loi ? »

Eliezer Tambwe, journaliste indépendant et animateur de l'Emission télé « Tokomi Wapi ? » (Où en sommes-nous ?) qui aime titiller ses interlocuteurs, va droit au but :

« Le mandat de Joseph Kabila se termine en 2016, selon la Constitution. Tout le monde réclame l'alternance. Mais, jusques là le président lui-même refuse de se prononcer pour rassurer tout le monde. Vous qui êtes son épouse, pourriez-vous nous dire : Le Chef de l'Etat va-t-il respecter la Constitution ? Va-t-il se représenter ? Selon les rumeurs, le Chef de l'Etat est en train de vous préparer comme candidate. Vrai ou faux ? »

Olive Lembe sourit avant de répliquer: « En français, on dit : on ne force pas la nature. Je pense que Dieu nous a créé chacun unique. Je vais aussi vous retourner la question. Est-ce que vous suivez très bien les discours du Chef de l'Etat ? Puisque, si vous suiviez très bien ses discours, vous n'auriez pas d'inquiétudes ».

« Comme vous suivez souvent ceux qui ont soif du pouvoir pour assouvir leur besoin, c'est comme ça ils tiennent à ce que le Président se prononce tout de suite. Parmi eux, il y a ceux qui le connaissent très bien plus que vous parce qu'ils ont travaillé avec lui », explique-t-elle.

Sarcastique, Olive Lembe enfonce le clou:

« Je veux dire ceci. Je mets quiconque au défi de me dire quand est-ce qu'il n'a pas respecté la loi. C'est lui le garant de la nation. C'est lui qui doit respecter en premier la loi. Si ce n'est pas de sa nature de parler. Est-ce un péché ? Est-ce qu'on doit le forcer à parler. De toutes les façons, je vais conclure en disant que toute autorité vient de

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Dieu. Que ceux qui pensent qu'ils peuvent accéder au pouvoir par la guerre, en tuant les gens, en propageant des mensonges. Ils se trompent ».

« Toute autorité vient de Dieu »

Et Eliezer Tambwe de la relancer avec le dernier volet de sa question: « **Alors, est-ce que le président de la République est-t-il en train de vous préparer pour lui succéder? ».**

« Pour ceux qui pensent cela, l'avenir nous le dira. Parler n'est rien. Le plus important, c'est de poser des actes. Je peux parler ici jusque demain mais si je ne pose pas des actes qu'il faut, je risque d'être taxée de menteuse. Moi, je prie. Je n'aime pas le mensonge. Tout ce que je peux vous dire c'est que comme Dieu lui-même m'a choisie d'être au coté du Président de la République, je sais que toute autorité vient de Dieu », répond l'épouse du chef de l'Etat congolais.

Au moins 33.788 patients soignés au Katanga

Organisée du 30 mars au 30 avril 2015 en faveur des populations démunies du Katanga, la deuxième campagne présidentielle de soins médicaux gratuits a permis de soigner 33.788 patients dont 3.582 opérés. Elle a enregistré trois décès.

« Malgré la clôture de cette campagne, certains médecins devraient rester momentanément à Lubumbashi pendant sept jours pour organiser des interventions chirurgicales », a rassuré Mme Olive Lembe Kabilia.

BURUNDI

Burundi : Saïd Djinnit poursuit ses consultations

Source: VOA

L'émissaire de l'ONU pour la région des Grands Lacs multiplie les rencontres pour faciliter la reprise du dialogue national en vue d'élections pacifiques, transparentes, inclusives et crédibles.

18 Mai 2015 - Saïd Djinnit a rencontré lundi à Bujumbura le président de la Commission électorale. Selon l'ONU, il a également poursuivi ses consultations avec les partis politiques, la société civile, la communauté diplomatique, les responsables gouvernementaux et des organisations religieuses burundaises. Le but étant la reprise du dialogue national dans les jours à venir entre tous les Burundais afin de créer les

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

conditions nécessaires à la tenue d'élections "pacifiques, transparentes, inclusives et crédibles".

Les États-Unis ont également déclaré appuyer "pleinement les efforts de médiation de l'Envoyé spécial des Nations Unies Said Djinnit et des envoyés de l'Union africaine à Bujumbura", ainsi que les autres initiatives visant à rétablir la paix au Burundi. "Nous exhortons toutes les parties prenantes au Burundi à s'engager immédiatement et sérieusement dans ces efforts de médiation", a déclaré le département d'Etat dans un communiqué publié lundi [18 mai 2015].

Le Conseil de sécurité de l'ONU reste vivement préoccupé par les "tensions et troubles actuels" au Burundi et a souligné le besoin urgent d'une réconciliation entre tous les Burundais pour résoudre la crise de façon "pacifique, transparente et inclusive".

Le Burundi est en proie à une vague d'agitation depuis le 26 avril, date à laquelle le parti au pouvoir, le Conseil national pour la défense de la démocratie-forces pour la défense de la démocratie (CNDD-FDD), a décidé d'investir le Président Pierre Nkurunziza comme candidat à l'élection présidentielle prévue le 26 juin 2015.

L'opposition burundaise estime qu'une troisième candidature du Président sortant est anticonstitutionnelle.

Burundi protesters gather in capital, defying threat of crackdown

Source: Reuters

Reporting by Edmund Blair; Writing by Ed Cropley; Editing by Andrew Heavens

Bujumbura, 19 May 2015 - More than 100 protesters chanted slogans against Burundi's President Pierre Nkurunziza and his bid for a third term in office on Tuesday in defiance of government threats of a crackdown on demonstrations.

"We will not stop until he gives up the third term," the protesters shouted in the capital's suburb of Nyakabiga, a flashpoint during three weeks of unrest that have triggered fears of another bout of ethnic bloodletting in Africa's Great Lakes region.

Protesters say Nkurunziza's bid for five more years in power violates the constitution and a peace deal that ended an ethnically-fueled civil war in Burundi in 2005.

A group of generals, laying the same charge against the president, tried and failed to overthrow him last week. The government said late on Monday it would treat any future demonstrators as accomplices in the failed putsch.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

But the protesters in Bujumbura said they were against both Nkurunziza and the attempted coup.

"No to the coup, and no to the third term. We will continue until he says no to the third term," one of the demonstrators, who gave his name as Jean-Paul, told Reuters. He did not wish to give his last name, for fear of reprisals.

Police and soldiers watched the demonstration from the other end of the street.

Burundi, an impoverished nation with a population of 10 million, is still recovering from its civil war that killed about 300,000 people.

Neighboring Rwanda, which shares a similar ethnic mix between a Hutu majority and Tutsi minority, suffered a genocide in 1994 genocide in which 800,000 people, mostly Tutsis and moderate Hutus, were killed.

Nkurunziza says his participation in elections this year would not violate a two-term limit in the constitution, as his first term does not count, because he was appointed by parliament not chosen by a popular vote.

Burundi: La CIRGL condamne le putsch manqué et appelle aux élections immédiatement

Source: Afrique Génération News (<http://burundi-agnews.org/sports-and-games/?p=17974>)

18 Mai 2015 - Face aux Pays occidentaux qui tentent de déstabiliser le Burundi, USA en tête avec tous ses satellites européens (France, UK, Belgique etc.), les pays des Grands Lacs Africains via le Président de l'Angola S.E. José Eduardo Dos Santos ont clairement montré leur soutien au très populaire Président africain du Burundi, S.E. Nkurunziza Pierre. Les pays des Grands Lacs africains ont appelé aux élections immédiates au Burundi malgré les manifestations téléguidées.

A Luanda, en Angola, ce lundi 18 mai 2015, les pays de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL), réunis en sommet extraordinaire, ont condamné la tentative de coup d'Etat contre le très populaire Président africain du Burundi, S.E. Nkurunziza Pierre et ont défendu sa « légitimité » par la voix du président S.E. José Eduardo Dos Santos : « Nous condamnons énergiquement la tentative de coup d'Etat et nous saluons la défense de l'ordre constitutionnel par les forces loyales au président de la République, dont la légitimité ne peut pas être remise en cause ».

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Le Président de l'Angola, S.E. José Eduardo Dos Santos, à l'ouverture du sommet, a appelé à la tenue des élections législatives et présidentielles au Burundi malgré ce qu'en occident on appelle « Crise ».

L'Angola assume la présidence de la CIRGL, pour un mandat de deux ans, qui a commencé en janvier 2014. La CIRGL a été créée en 1994. Elle regroupe l'Angola, le Burundi, la République centrafricaine, le Congo, la République démocratique du Congo, le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda, le Soudan, le Soudan du Sud, la Tanzanie et la Zambie.

Burundi : le président Pierre Nkurunziza remanie son gouvernement

Source: Agence d'Information d'Afrique central

Par Fiacre Kombo

18 Mai 2015 - Quatre jours après le coup d'État manqué, le président burundais, Pierre Nkurunziza, a remercié trois de ses ministres dont ceux de la Défense et des Affaires étrangères. Ce limogeage serait la conséquence de leur incapacité à gérer la crise.

Le ministre de la Défense, Pontien Gaciyubwenge, est démis de ses fonctions et remplacé par un civil, Emmanuel Ntahonvukiye. Alain Aimé Nyamitwe proche du chef de l'État, ancien ambassadeur du Burundi auprès de l'Union africaine (UA), hérite des Affaires étrangères en remplacement de Laurent Kavakure, a annoncé, lundi, le porte-parole de la présidence burundaise, Gervais Abayeho.

Le ministère du Commerce a aussi fait les frais de ce remaniement. Virginie Ciza est remplacée par Irina Inantore, rapporte l'AFP. La présidence ne donne pas plus de détails sur les raisons de ces limogeages. Certaines sources évoquent leur mauvaise gestion des manifestations, ce qui a conduit à la tentative du putsch avorté. « Cela peut être lié ou ne pas être lié aux derniers évènements politiques. Les ministres sont suivis au jour le jour, et le président les change dès qu'il estime que c'est nécessaire », a indiqué le porte-parole Abayeho.

Le ministre de la Défense sortant, Pontien Gaciyubwenge, paie le prix de sa gestion des manifestations et des ordres qu'il a donnés qui semblaient contredire ceux du président Nkurunziza. Il avait demandé au début du mois à l'armée d'« être du côté des manifestants » et exiger « le strict respect des accords d'Arusha ». La Défense sera désormais dirigée par un ancien magistrat, une personnalité apolitique. Une première depuis cinquante ans au Burundi, a indiqué le porte-parole de la présidence.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

D'après une source proche de la présidence citée par l'AFP, « le ministre des Relations extérieures, lui, n'a pas été à la hauteur ». Il n'est pas parvenu à expliquer et à convaincre la communauté internationale sur les questions de l'heure. Quant à la ministre du Commerce, elle est limogée alors que le Burundi traverse depuis trois mois une pénurie de produits pétroliers, l'une des revendications des manifestants.

Le président Pierre Nkurunziza qui a échappé à une tentative de coup d'État le 14 mai dernier, s'est confié à la presse le dimanche à Bujumbura. Selon le président burundais, seule la voie du dialogue peut permettre à son pays d'échapper aux violence et terrorisme. « Nous avons pris des mesures contre les shebab, nous prenons au sérieux ces menaces », a-t-il déclaré avant d'annoncer la tenue d'une réunion consacrée à la menace des insurgés somaliens shebab.

La violence au Burundi a poussé plus de 100 000 civils à fuir le pays pour se réfugier principalement en République démocratique du Congo, au Rwanda, et en Tanzanie. Le Burundi tient des législatives et communales le 26 mai, avant la présidentielle du 26 juin 2015. Dans ce contexte, la présidence burundaise n'a pas exclu un possible report du calendrier électoral.

Burundi president fires defense chief after coup attempt

Source: Reuters

United Nations, 18 May 2015 - Burundi's embattled President Pierre Nkurunziza sacked his defense and foreign ministers on Monday, five days after surviving an attempted coup by generals opposed to his bid for a third term in office.

In a decree seen by Reuters, Nkurunziza declined to give any reasons for the dismissals. "President does not have to explain," one of his spokesmen said in a follow-up text message. "Constitution gives him powers to (do) so."

The sackings are the first signs of ructions inside Nkurunziza's administration after the attempted coup, which intensified fears a political crisis may be spiraling out of control and pitching Africa's Great Lakes region towards another bout of ethnic conflict.

Some 300,000 people died in a Burundian civil war that ended in 2005. Neighboring Rwanda, which shares a similar ethnic mix between a Hutu majority and Tutsi minority, is still recovering from a 1994 genocide in which 800,000 people, mostly Tutsis and moderate Hutus, were killed.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

So far, however, there are no signs of supporters and opponents of Nkurunziza being divided along ethnic lines.

The constitution and a peace deal that ended the civil war both specify a two-term presidential limit. Nkurunziza is seeking a third term, relying on a court ruling that his first term does not count because he was appointed by parliament, not elected in a popular vote.

Although surviving the coup may have strengthened his position in the short term, the appointment of his main spokesman's brother as foreign minister suggests Nkurunziza may be running out of confidantes.

La CIRGL favorable au report des élections au Burundi

Réunis à Luanda, les responsables de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs ont invité le gouvernement burundais à retarder les élections prévues en juin dans le pays

Source: VOA avec l'AFP

19 Mai 2015 - Les chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de la CIRGL se sont retrouvés lundi en Angola, en sommet extraordinaire pour examiner la situation sécuritaire de leurs pays respectifs.

Les ministres des Affaires étrangères de ces pays s'étaient déjà réunis du 15 au 16 mai dans la capitale angolaise.

Au terme de leurs discussions lundi, les responsables de la CIRGL ont invité le gouvernement burundais à retarder les élections prévues en juin dans le pays. Aucune date n'est suggérée dans la déclaration des chefs d'Etat de la région, lue par le ministre angolais des Affaires étrangères, Georges Chikoti.

Ceux-ci demandent simplement au gouvernement burundais de repousser la date des élections, dont la présidentielle est prévue pour le 26 juin, en vue d'établir des conditions permettant des élections pacifiques, crédibles et transparentes, « selon le pacte au sein de la CIRGL ».

Les parties burundaises sont appelées, dans ce document, à s'engager à mettre fin aux violences, à un dialogue pacifique et à favoriser le retour des réfugiés burundais dans le pays.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Le Burundi sort d'une tentative de coup d'Etat qui a échoué, tentative consécutive à une contestation populaire contre un troisième mandat controversé que le président Pierre Nkurunziza souhaite briguer. Ce qui provoque des manifestations et autres violences dans le pays depuis le 26 avril.

Les appels se multiplient pour un report des élections générales, notamment de l'Union européenne (UE), des États-Unis et même l'Union africaine (UA), qui jugent le climat peu propice à leur bonne tenue.

Interrogé dimanche à ce sujet, un conseiller à la présidence, Willy Nyamitwe, a évoqué pour la première fois depuis le début de la crise un possible report, infime toutefois, du processus électoral: "Ça s'est passé en 2005, ça s'est passé en 2010, pourquoi ça ne se passerait pas en 2015 si la Commission (électorale) trouve qu'on peut faire un glissement de deux à trois jours, d'une semaine", a dit M. Nyamitwe, qui est cité par les média.

Il revient à cette Commission (Céni) d'évaluer "si les conditions sont réunies pour la tenue des élections", a-t-il toutefois souligné, rappelant également les délais imposés par la Constitution pour éviter toute vacance du pouvoir.

Les pays des Grands Lacs vont envoyer une délégation au Burundi

Source: AFP via Romandie (<http://www.romandie.com/news/Les-pays-des-Grands-Lacs-vont-envoyer-une-delegation-au-Burundi/594528.rom>)

Luanda, 18 mai 2015 - Les pays des Grands Lacs, réunis en sommet extraordinaire lundi en Angola, ont annoncé l'envoi d'une délégation au Burundi et appelé à une sortie de crise afin de permettre le retour des dizaines de milliers de réfugiés qui ont fui dans les pays voisins.

Une délégation de chefs d'Etat et de gouvernement de l'organisation va se rendre au Burundi, le plus tôt possible, pour évaluer la situation et contribuer à une résolution pacifique de la crise, ont déclaré les pays de la région dans un communiqué, précisant que l'Afrique du Sud, le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie composeront cette délégation.

Nous exhortons le gouvernement burundais à travailler au rétablissement rapide d'un environnement pacifié et sûr afin d'encourager le retour des réfugiés, ont ajouté les auteurs du communiqué, lu par Georges Chikoti, le ministre des Relations Extérieures de l'Angola, pays qui préside la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) depuis début 2014.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Plus de 100.000 Burundais se sont réfugiés ces dernières semaines dans les pays voisins, notamment le Rwanda, la Tanzanie et la République démocratique du Congo (RDC), selon le Haut-commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR).

Condamnant la tentative de coup d'Etat contre le président burundais Pierre Nkurunziza et défendant sa légitimité, les pays ont appelé au report des élections, une position qui rejoint celle prise le 13 mai par chefs d'État de la Communauté est-africaine à Dar es-Salaam.

Nous condamnons énergiquement la tentative de coup d'Etat et nous saluons la défense de l'ordre constitutionnel par les forces loyales au président de la République, dont la légitimité ne peut pas être remise en cause, a déclaré le président angolais José Eduardo dos Santos, à l'ouverture du sommet.

Pour la première fois, les dirigeants ont évoqué la menace terroriste sur le continent africain.

Je suggère que nous renforçons les moyens régionaux de lutte contre le terrorisme à travers une plus étroite collaboration entre nos agences de renseignements ainsi qu'un contrôle plus sévère de la circulation transfrontalière et de l'immigration illégale, a ajouté le président angolais.

Cette déclaration intervient après l'attaque - condamnée avec véhémence par M. dos Santos - des islamistes somaliens shebab affiliés à Al-Qaida contre l'université de Garissa dans l'est du Kenya début avril, qui a fait 148 morts, dont 142 étudiants.

Le président angolais a par ailleurs salué la stabilisation progressive à Bangui. En République Centrafricaine, malgré quelques incertitudes, il y a un optimisme modéré quant à la concrétisation du processus de paix et de réconciliation nationale, a-t-il dit.

Il a appelé à maintenir le soutien au gouvernement de transition dirigé par Catherine Samba-Panza. Ce dernier, appuyé par le déploiement de troupes françaises, africaines, européennes et onusiennes, tente de mettre fin aux violences entre les forces musulmanes Séléka et les milices anti-balaka, chrétiennes qui déstabilisent le pays depuis 2013.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

UGANDA

Ugandan army denies losing helicopter to South Sudan rebels

Source: Sudan Tribune

17 May 2015 - The spokesperson for Uganda's People Defense Forces (UPDF), Lt. Col. Paddy Ankunda has dismissed claims that its helicopter was allegedly shot down by South Sudanese rebels in the Upper Nile state capital, Malakal.

South Sudanese rebels alleged they shot down a helicopter gunship belonging to the Ugandan air force, as it tried to bomb their forces in Malakal on Sunday.

"Our gallant forces shot down a helicopter gunship on Sunday which came to bomb our troops that have controlled Malakal town since Saturday," James Gadtet Dak, the spokesperson for South Sudan's rebel leader, Riek Machar told Sudan Tribune on Sunday.

"It was downed at 4:10pm by our forces under the overall command of Major General Johnson Olony," he added,

But the Uganda army spokesperson described the rebels' claim as a "bad lie"

"All Ugandan air crafts are accounted for Uganda has no air crafts in South Sudan. Claims by Riek Machar rebels to have hit one are a bad lie", Ankunda said on Monday.

The South Sudanese army (SPLA) spokesperson, Col. Phillip Aguer separately told Sudan Tribune that the rebels' claim regarding the chopper was "rubbish and baseless propaganda".

"The general command of the SPLA would like to assure the general public of our readiness and capability to defend this country. The rebels of Riek Machar will be defeated with their propaganda", he said by phone.

Gordon Buay, a South Sudanese representative in the US, also dismissed the rebels' claim.

"It is a lie. There is nothing like that. No helicopter has been brought down by the rebels. All that they have reported is propaganda. It does not carry any truth", Buay told Sudan Tribune.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

According to Buay, Uganda troop are only present in Juba and the Jonglei state capital, Bor.

SECURITY COUNCIL CONDEMNS FIGHTING

The United Nations Security Council (UNSC) strongly condemned the large-scale attack by the country's armed opposition forces in the Upper Nile state capital on 15 May.

"The members of the Security Council condemn in the strongest terms the repeated violations of the Cessation of Hostilities Agreement ... and underscored that there is no military solution to this conflict," the 15-nation UN body said in a statement.

Members of the Council called on all the parties to engage meaningfully in the peace process so as to bring about a political solution to the crisis and an end to the conflict.

It further renewed its calls for the parties to the conflict to allow and facilitate the full, safe and unhindered access of humanitarian personnel, equipment and supplies to all those in need and timely delivery of humanitarian assistance in accordance with relevant provisions of international law and UN guiding principles of humanitarian assistance.

The UN says over 2 million people have been displaced, 1.5 million internally, and 500,000 in neighbouring countries as a result of the South Sudan conflict and that more than 2.5 million people face severe food insecurity, especially in greater Upper Nile region.

ANGOLA

Angola demands apology from U.N. over Christian sect killings

Source: Reuters

Writing by Mfuneko Toyana; Editing by Tom Heneghan

17 May 2015 - Angola demanded an apology from the United Nations on Saturday after the world body called for an investigation into the killing of members of a Christian sect by police last month.

Details of an April 16 police raid in the remote hills of central Huambo province have been fiercely contested, with authorities saying 13 sect members were killed, while opposition party UNITA claims over 1,000 civilians were slain in the operation.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

U.N. High Commissioner for Human Rights (UNHCR) spokesman Rupert Colville has urged Angola to ensure "a truly meaningful, independent, thorough investigation" into the alleged massacre.

The government responded angrily, accusing the U.N. of violating its own procedures and asking for a retraction and an official apology.

Authorities say the 13 were killed only after members of the Seventh Day Adventist breakaway group, known as "Light of the World", had killed 9 police officers by sniper fire.

"We find it difficult to believe that they have killed and buried more than 1,000 people during the night, without leaving traces," a government statement said.

However, UNITA and human rights activists have contested the government's version, accusing police of murdering more 1,000 civilians as punishment during the siege aimed at crushing a group that defied the government.

Sect leader Jose Kalupeteka, a popular anti-authority preacher who says the world will end on Dec. 31, is in police custody after he was captured in a separate raid on a UNITA stronghold.

Oil-rich Angola, led by President Jose Eduardo dos Santos for the past 36 years, said its attorney general was investigating the incident.

The violence has drawn rare attention to OPEC member Angola's well-funded security forces, which were funded to the tune of \$6.5 billion in 2013, which was the biggest slice of the annual budget and more than any other sub-Saharan country.

CENTRAL AFRICAN REPUBLIC

«Quand j'avais faim, j'allais les voir»

L'émission «Sept à Huit» diffusée dimanche sur TF1 a retrouvé un enfant victime de violences sexuelles commises par des casques bleus, notamment français, en République centrafricaine.

Source: AFP/TFI (<http://www.20min.ch/ro/news/monde/story/29290835>)

18 Mai 2015 - L'affaire, révélée fin avril par le quotidien britannique «The Guardian», continue de faire grand bruit en République centrafricaine. Au moins 14 militaires

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

français sont soupçonnés d'avoir échangé de la nourriture contre des faveurs sexuelles avec des enfants, entre décembre 2013 et mai 2014.

L'émission «Sept à Huit» a retrouvé un garçon de 10 ans qui a raconté son calvaire avec des mots crus. Alors qu'il déambulait dans la rue près de l'aéroport de Bangui, il a été interpellé par des soldats. «Ils m'ont dit qu'ils me donneraient des rations si je couchais avec eux. J'ai accepté», raconte-t-il, estimant avoir été violé à au moins dix reprises.

Fellation contre friandises

Le lieu était toujours le même, «un abri construit avec des sacs remplis de sable», l'endroit où les militaires dormaient, précise le gamin, qui résume tristement: «Quand j'avais faim, j'allais les voir.» L'enfant insiste aussi sur les menaces de mort proférées par les soldats afin qu'il ne parle pas des violences subies. «Ils m'ont dit: «Quand on te baise les fesses, il faut que tu ne le dises à personne.»

Ce garçon n'est pas la seule victime. A Bangui, l'ONU en a interrogé au moins six autres. Dans son édition du jour, «Le Parisien» affirme avoir retrouvé deux autres enfants victimes d'abus commis par les soldats des Nations Unies. Un dénommé Isidore, âgé de 9 ans, raconte comment un soldat «musclé, grand et blanc», qui surveillait un check-point vers l'aéroport, lui aurait proposé à plusieurs reprises de «sucrer son bangala (ndlr: pénis en sango, la langue locale) contre des biscuits et des bonbons».

«Culture du silence»

Le général Roméo Dallaire, ex-commandant des forces de l'ONU au Rwanda, a dénoncé dimanche une «culture du silence» dans les missions de l'ONU et a recommandé de donner un plus grand rôle aux commandants des forces de l'ONU pour traiter directement de telles affaires. «Souvent, au lieu d'une enquête, on voit arriver un avion et un groupe de gens sont renvoyés dans leur pays», a-t-il expliqué.

Selon les procédures de l'ONU, il appartient aux pays d'origine des Casques bleus de traiter les accusations de crime et de les sanctionner, en vertu de leurs lois nationales. «Nous voulons absolument que justice soit faite», affirme de son côté Tony Banbury, un des responsables des opérations de maintien de la paix de l'ONU. «Mais les outils dont nous disposons sont très limités, nous ne pouvons pas mettre quelqu'un en prison ni le traîner devant un juge, nous dépendons des pays qui fournissent les troupes (ndlr: aux missions) ou des autorités nationales», explique-t-il.

Peut mieux faire

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Un rapport interne publié le mois dernier indique que les accusations de violences sexuelles portées contre le personnel civil ou militaire de l'ONU sont en baisse, passant d'un maximum de 127 en 2007 à 51 l'an dernier. Mais pour Aids Free World, il faut tenir compte du fait qu'une accusation peut concerner cinq personnes ou plus.

Tout en soulignant une «nette amélioration depuis une dizaine d'années», le porte-parole de l'ONU Stéphane Dujarric reconnaît que «c'est un des domaines où nous pouvons toujours faire mieux».

Viols en Centrafrique : le ministre de la Justice centrafricaine aurait souhaité être associé à l'enquête

Source: Le Parisien TV (<http://videos.leparisien.fr/video/viols-en-centrafrique-le-ministre-de-la-justice-centrafricaine-aurait-souhaite-etre-associe-a-lenquete-18-05-2015-x2qidcg>)

18 Mai 2015 - Deux semaines après les révélations des accusations de viols contre les soldats français de l'opération Sangaris, le ministre de la Justice centrafricain Aristide SOKAMBI a demandé au procureur de la République de Bangui d'ouvrir une enquête. Il regrette que la RCA n'ait pas été associée d'emblée à l'enquête judiciaire française démarlée début août 2014.

Les représentants spéciaux de l'ONU pour l'Afrique centrale en conclave à Libreville

Source: GabonActu.com

Par Christian Balade

Libreville, 18 mai 2015 - Le chef du bureau de l'Organisation des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA), Abdoulaye Bathily a ouvert dimanche une réunion de haut niveau à Libreville portant sur l'examen des questions sécuritaires et électorales dans la zone Afrique centrale.

Pendant deux jours, les experts venus d'Angola, Burundi, Cameroun, Congo, Guinée Équatoriale, Sao Tomé et Principe, Rwanda, Tchad et du Gabon placent sur les questions liées à la sécurité, avec un focus sur les processus électoraux, y compris leurs enjeux sur le plan socio-économique et politique.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Les réflexions portent, entre autres, sur la recherche par l'institution onusienne des voies et moyens permettant de renforcer davantage la coopération et la coordination des efforts dans la prévention des violences électorales et dans la gestion des tensions souvent observées durant cette période sensible.

« Il s'agit de réfléchir sur comment les Nations Unies peuvent contribuer au plan financier, matériel et synergique afin d'amoindrir le problème de contestation électorale en Afrique centrale », a indiqué M. Bathily à l'ouverture des travaux. Il a précisé par ailleurs que « les élections mal organisées entraînent l'instabilité sociopolitique dans les pays d'Afrique centrale ainsi que partout ailleurs ».

A l'entame des assises de Libreville, les participants ont exprimé le vœu que la communauté internationale s'implique profondément dans le combat contre la LRA, une rébellion en activités depuis plusieurs années en Ouganda, pays frontalier de l'Afrique centrale. Ils souhaitent que les grandes puissances prennent des mesures nécessaires pour la mobilisation des ressources en continuant à soutenir les efforts de l'Union africaine ainsi que ceux des institutions régionales et sous-régionales.

Le représentant spécial des Nations Unies pour la République centrafricaine, Babacar Gaye s'est félicité le partage qu'il aura avec les experts et des collègues du système des Nations Unies, les informations utiles sur ce mouvement de rébellion, qui sévit en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, au Soudan et en Ouganda. En toile de fond aussi, la crise au Burundi avec le coup d'Etat manqué des militaires contre le président Pierre Nkurunziza.

« Les Nations Unies sont très inquiètes sur ce qui se passe au Burundi, mes collègues et moi sont profondément touché par les pertes en vies humaines et de nombreux réfugiés occasionnés par cette crise sociopolitique. Ces souffrances infligées aux populations sont insoutenables », a déploré pour sa part Babacar Gaye, le représentant spécial des Nations Unies pour la République centrafricaine.

SOUTH AFRICA

Zuma returns from Great Lakes summit

Source: News 24

Johannesburg, 19 May 2015 - President Jacob Zuma has returned from Angola, where it was decided by the Extra Ordinary Summit of the International Conference on

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Great Lakes Region (ICGLR) that the postponement of elections in Burundi did not have a deadline.

"The summit... agreed that the postponement of elections should not have a time frame as there was unrest in the country and the elections should be postponed indefinitely until there's stability, which would allow the elections to be free and fair," Zuma said in a statement.

"We have also agreed that a delegation of heads of state from Kenya, Uganda, Tanzania and South Africa will visit Burundi in the shortest possible time to evaluate the situation and contribute to the peaceful resolution of the current situation."

Zuma attended the summit on invitation from Angolan President Eduardo Dos Santos, who is the chairperson of the ICGLR.

South Africa has an observer status on the ICGLR.

The president described the summit, which discussed the direction to be taken to solve challenges of peace and stability in parts of the Great Lakes region, as "fruitful".

The situation in the Democratic Republic of Congo, the Central African Republic, Burundi and South Sudan were discussed, as well as the issue of terrorism.

On the DRC, the summit encouraged the government to neutralise the FDLR rebels and what it called negative forces in the Eastern DRC.

The summit also agreed to convene a joint ICGLR and Economic Community of Central African States summit on the situation in CAR.

SOUTH SUDAN

Des civils massacrés au Soudan du Sud, selon l'Onu

Source: Reuters

Par Denis Dumo; Eric Faye et Jean-Philippe Lefief pour le service français

Juba, 18 Mai 2015 - De nombreux civils ont été tués et violés au Soudan du Sud dans les combats qui opposent les forces fidèles au président Salva Kiir et les rebelles alliés à son ancien vice-président Riek Machar, selon le coordonnateur humanitaire des Nations Unies.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

"Les opérations militaires dans les Etats d'Unité et du Nil supérieur, en particulier ces trois derniers jours, ont bouleversé un nombre incalculables de vie", déplore Toby Lanzer dans un communiqué.

"Des témoins parlent de viols et d'exécutions de civils, enfants y compris (...) Je demande à tous les commandants de s'assurer que leurs combattants protègent et respectent les civils, dont les travailleurs humanitaires locaux ou étrangers, ainsi que leurs biens", poursuit-il, sans évoquer les responsabilités.

Selon le diplomate, 650.000 personnes sont privées d'aide humanitaire du fait des combats. Dans l'Etat d'Unité, plusieurs milliers d'habitations ont été incendiées et l'hôpital de Leer est menacé de destruction.

Plusieurs trêves ont été conclues depuis le début du conflit qui fait rage depuis un an et demi mais aucune n'a tenu et les deux camps s'accusent mutuellement d'avoir violé la dernière, acceptée en février. Le conflit attise les tentions entre Dinkas et Nuers, ethnies respectives du chef de l'Etat et de son ancien vice-président.

Les rebelles ont annoncé lundi avoir fait de nombreuses victimes dans les rangs des forces gouvernementales à Malakal, capitale de l'Etat du Nil supérieur, où les combats font rage depuis trois jours. Ils disent en outre avoir abattu dimanche un hélicoptère de combat.

"Les troupes gouvernementales ont perdu un grand nombre de soldats", a assuré leur porte-parole Lony Ngundeng, interrogé par Reuters.

Selon l'Autorité intergouvernementale pour le développement (Igad), qui réunit les pays d'Afrique de l'Est et joue les médiateurs dans le conflit, les rebelles ont fait alliance avec la milice Shilluk du général Johnson Olony pour attaquer les positions de l'armée régulière à Malakal et dans les environs. Selon Lony Ngundeng, les rebelles et les hommes d'Olony tiennent la ville.

Le Conseil de sécurité fustige les belligérants sud-soudanais

Source: VOA

Le Conseil de sécurité a déclaré qu'une offensive du gouvernement dans l'État d'Unité a provoqué des violences à grande échelle qui ont déplacé 100.000 personnes.

18 Mai 2015 - Le Conseil de sécurité de l'ONU a condamné les combats dans le nord du Soudan du Sud, et les violations répétées de l'accord de cessez-le-feu paraphé par le gouvernement et les rebelles en 2014. Dans un communiqué, le conseil a déclaré

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

qu'une offensive du gouvernement dans l'État d'Unity a provoqué des violences à grande échelle qui ont déplacé 100.000 personnes et provoqué l'interruption de la livraison de l'aide aux civils dans la région.

Le conseil impute par ailleurs aux rebelles une attaque contre la ville de Malakal, dans l'Etat du Haut-Nil. Il s'est dit prêt à imposer des sanctions à ceux qui menacent le processus de paix dans le pays.

Un groupe de pays d'Afrique de l'Est qui tente de régler le conflit entre le gouvernement du président Salva Kiir et les partisans de l'ancien vice-président Riek Machar, s'est déclaré "profondément frustré" par la violence à Malakal. L'Autorité intergouvernementale pour le développement, l'IGAD, a exhorté les deux parties à respecter leurs traités et de trouver une issue pacifique à la crise.

Le gouvernement dément que ses forces aient violé l'accord de cessez-le-feu, et plaide la légitime défense. Les Etats-Unis ont fait valoir qu'il n'existe pas de solution militaire à ce conflit.

S.Sudan army advances as UN warns over 650,000 at risk

Source: AFP

Juba, 18 May 2015 - South Sudan's army is advancing on a key rebel enclave, a spokesman said Monday, as UN and aid agencies warned fighting had cut hundreds of thousands of civilians off from "life-saving aid".

The government assault that began late April is one of the heaviest offensives in the 17-month long civil war and has cut off over 650,000 from aid, with gunmen raping, torching towns and looting relief supplies, according to the UN and aid agencies.

Government forces have been pushing south from the government-held town of Bentiu, state capital of Unity state, towards the opposition zone around the town of Leer.

"We have pursued the rebels from around Bentiu up to Leer," South Sudan army spokesman Philip Aguer said.

It was not immediately clear if fighting had reached the town itself, but the UN warned of the devastating impact of the fighting, in both Unity and Upper Nile, where rebels attacked the state capital Malakal on Friday.

"UN agencies and their partners are working to address the immense humanitarian consequences of the violence, which has resulted in more than 650,000 civilians being

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

left without life-saving aid," UN aid chief in South Sudan, Toby Lanzer, said in a statement.

Fighting broke out in December 2013 when President Salva Kiir accused his former deputy Riek Machar of attempting a coup, setting off a cycle of retaliatory killings across the country.

Leer, the birthplace of Machar, was ransacked by government forces in January 2014, with gunmen looting and torching the hospital there run by Doctors Without Borders (MSF).

MSF has since rebuilt the hospital, the only referral facility in opposition areas.

"Military operations in Unity and Upper Nile states over the past three days in particular have again devastated countless lives," Lanzer said.

"Eyewitness accounts report targeted rape and killing of civilians, including children. The offensive in Unity has left thousands of homes burnt and Leer hospital is again under threat of destruction."

At the same time, the army said it was still battling for control of Malakal, gateway to the country's last remaining major oil fields, after a pro-government general holding sway in the area swapped sides to join the rebels, taking his tribal militia with him.

TANZANIA

Tanzania willing to extradite ADF leader to Uganda

Source: Turkish Weekly

By Peter Saramba Ongiri

16 May 2015 - The Tanzanian government has voiced its readiness to extradite Jamil Mukulu, leader of the Allied Democratic Forces (ADF) rebel group, to Uganda to face prosecution, Tanzanian Foreign Minister Bernard Membe said Friday.

"For two and a half weeks, we have been engaged in looking into what's next after we caught him," Membe told reporters on Friday in Dar es Salaam, the country's commercial capital.

"Initially, Tanzania was thinking of handing him over to UN forces in the Democratic Republic of Congo (DRC), but the international body refused the deal," he added.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

According to the minister, Tanzania was also thinking of prosecuting him in a Tanzanian court after hearing the charges leveled against him by Uganda.

This idea, however, was also dropped.

"The only option remaining is to extradite him to Uganda through Interpol after receiving an extradition application," Tanzania's top diplomat said.

He added that, after receiving an extradition request from Uganda, Tanzania would take Mukulu to court for criminal acts allegedly committed in Uganda.

"Then he will be taken to Uganda through Interpol," he explained.

As to why Mukulu should not be charged in Tanzania for the group's alleged involvement in the murder of two Tanzanian troops in the DRC, Membe said that Muluku faced more serious charges in Uganda.

"We could have charged him here, but we think this can be done well in Uganda, where he faces several charges," the minister said.

"Let us [Tanzania] leave this matter in the hands of our neighbor, Uganda, to charge him for us," he added.

Mukulu has been in the custody of Tanzanian police for the last couple of weeks, with Uganda having sent its top police officers to Tanzania to negotiate his extradition.

Mukulu is wanted by the Ugandan authorities for several attacks, such as the 1998 Kicwamba massacre, in which scores of sleeping students were burned to death in their dormitories in a town near the DRC border.

The ADF is also accused of having carried out deadly bombings in capital Kampala in the late 1990s before a military operation forced the rebels to set up camp in eastern Congo.

The rebels have since been largely quiet, though they continue to stage sporadic attacks on towns in eastern DRC.

This year, the Ugandan authorities linked the ADF to several murders in the country.